

ne sachions pas quelle durée on lui accordera. Je le ferai probablement après le scrutin sur l'amendement présenté par le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert).

J'exposerai d'autres mesures qu'il faudrait adopter pour augmenter le nombre des emplois, en créant de nouvelles entreprises canadiennes, des coopératives de capital-risques et des mesures assurant aux Canadiens un contrôle accru de l'économie canadienne. Je le répète, monsieur l'Orateur, il faudra que les ministres d'en face attendent, pour être renseignés là-dessus la suite palpitante. J'en ai dit assez aujourd'hui pour montrer l'insensibilité du gouvernement à l'égard des besoins actuels du pays. J'ai indiqué certaines mesures qui feraient face à ces besoins, mesures que mettrait en application un gouvernement conservateur progressiste. Je demande donc à tous les députés d'appuyer l'amendement du député d'Edmonton-Ouest.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur suppléant: Le ministre des Finances désire-t-il poser une question?

L'hon. M. Turner: Si le député m'y autorise.

L'hon. M. Stanfield: Bien sûr.

L'hon. M. Turner: Je voudrais comprendre ce qu'il vient de dire. Il propose de calculer les recettes fiscales en dollars constants...

L'hon. M. Stanfield: L'impôt sur le revenu des particuliers.

L'hon. M. Turner: ... aux fins de l'impôt sur le revenu.

L'hon. M. Stanfield: Des particuliers.

L'hon. M. Turner: Cependant, étant donné que les dépenses, calculées comme toujours en dollars réels, tendraient à dépasser les recettes provenant des impôts des particuliers calculés en dollars constants, ne devrait-il pas, afin de combler l'écart, hausser les taux d'imposition et, au bout du compte, se retrouver dans la situation du début, tout en ayant exercé ce qu'il appelle un certain contrôle parlementaire? Il ne donne pas à entendre aux Canadiens qu'il maintiendrait les taux d'impôts calculés en dollars constants. Il lui faudrait hausser les taux pour continuer d'exprimer les revenus en dollars constants.

L'hon. M. Stanfield: Dans la mesure où l'augmentation du produit national brut et des recettes supplémentaires qui en découleraient pour un gouvernement—où ce serait insuffisant pour appuyer les programmes gouvernementaux, à titre de chef du gouvernement, je me présenterais devant le Parlement pour solliciter une autre autorisation—

L'hon. M. Turner: Pour augmenter les taux.

L'hon. M. Stanfield: Mais je devrais l'obtenir du Parlement.

L'hon. M. Turner: Et augmenter les taux.

L'hon. M. Stanfield: Oui, j'augmenterais les taux si je pouvais en justifier l'augmentation.

L'hon. M. Turner: C'est tout ce que je voulais savoir.

M. Crouse: Soyez un peu attentif vous comprendrez.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, je vous prie. Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. M. Stanfield: Bref, en vertu de ma proposition, un gouvernement doit justifier les impôts qu'il perçoit.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Au cours des dernières années, le gouvernement est parvenu chaque année à augmenter les impôts des contribuables sans autorisation, et il est temps d'y mettre le holà.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Avez-vous d'autres questions John?

• (1650)

M. H. E. Stafford (Elgin): Monsieur l'Orateur, le budget du ministre des Finances (M. Turner) comporte de nombreux aspects pratiques dont il convient de le féliciter. La hausse de la pension de vieillesse et du supplément de revenu garanti marque un pas vers la justice sociale pour nos citoyens âgés. Dans leur désir de poursuivre des études avancées, les étudiants d'université feront bon accueil aux dispositions budgétaires. Notre industrie manufacturière, élément vital pour l'emploi, sera en mesure de maintenir les emplois existants et d'en créer de nouveaux.

Je n'ai cependant pas l'intention aujourd'hui de parler surtout des aspects positifs du budget. Ces mesures progressistes et opportunes que propose le ministre se passent de commentaires en dépit des critiques négatives de nos vis-à-vis. Ce qui me déçoit, c'est que le budget ne tienne pas compte des intérêts directs d'un important secteur de la population, soit des agriculteurs de l'Est du Canada. Ceux-ci travaillent ferme et, dans bien des domaines, ils ont grand besoin de notre aide. Je tiens à dire tout d'abord que bon nombre des mesures prises par le gouvernement ces dernières années pour aider l'agriculture se sont avérées excellentes et ont représenté un pas dans la bonne voie. Le programme LIFT, qui encourageait les cultivateurs à cesser la production du blé et à s'adonner plutôt à la culture d'autres céréales, a donné de bons résultats. Les 100 millions de dollars versés sous forme de paiements à l'acre ont eu pour effet de ranimer l'économie de l'Ouest tout entière. Toutes ces initiatives avaient beaucoup de bon, mais elles ne visaient que l'Ouest.

Puis il y a les décisions du gouvernement qui ont eu et qui auront des répercussions sur un secteur plus vaste de l'économie agricole au Canada. L'octroi annuel au producteur de \$5 le porc pour ses 200 premiers rapporteurs ont un maximum de \$1,000 à chaque éleveur, ce qui lui aidera à compenser ses pertes durant l'année écoulée. Les cultivateurs se réjouiront de cette décision, je le sais. Ils vont également bien accueillir la décision du gouvernement d'introduire un système de double cours pour le blé, ce qui représente un versement maximum de \$500 à chaque producteur de blé de l'Ontario qui aura vendu au moins 500 boisseaux de blé sur le marché intérieur.